



## Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALES/16012  
29 septembre 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOLLETRE DATEE DU 28 SEPTEMBRE 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL  
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT DU NICARAGUA AU CONSEIL

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte de deux notes de protestation datées du 28 septembre 1983, adressées à M. Fernando Volio Jimenez, ministre des relations extérieures du Costa Rica par Mme Nora Astorga, vice-ministre des relations extérieures de la République du Nicaragua.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les faits ci-après, que je tiens à dénoncer.

Aujourd'hui, des forces mercenaires venues du territoire costa-ricien ont lancé, à partir de 5 h 10, des attaques contre les villages de Cardenas et de Sapoa et contre la douane de Peñas Blancas, dans le département de Rivas. Une fois ces attaques repoussées, les mercenaires se sont repliés dans le territoire costa-ricien, à partir duquel ils ont poursuivi l'agression, en particulier contre la douane de Peñas Blancas, qui a été presque totalement détruite par des tirs de mortier et d'autres armes lourdes. Cet acte criminel est le fruit d'une attaque frontale menée depuis le Costa Rica par les mercenaires, qui se trouvaient à 500 mètres de la frontière, à proximité de la douane costa-riciennes, c'est-à-dire en un lieu où ils n'ont pu passer inaperçus des autorités costa-riciennes. A la suite de cette agression, qui s'est achevée à 9 h 30, trois défenseurs héroïques du territoire national sont morts et neuf autres ont été blessés.

La station de radio costa-ricienne "Radio Monumental" a rendu compte de ces attaques et a fait en outre état de l'admission de 16 mercenaires blessés dans des cliniques de la Sécurité sociale, ainsi que de diverses déclarations du Directeur général de la Guardia Civil, le colonel Oscar Vidal, selon lequel les effectifs de ce corps se seraient repliés deux kilomètres derrière la frontière.

Il est particulièrement frappant que les autorités costa-riciennes, bien qu'informées de la gravité de la situation, n'aient adopté aucune mesure

pour empêcher la poursuite de ces attaques et se soit repliées en outre sur leur territoire, laissant ainsi toute latitude aux mercenaires de se livrer impunément à leurs actes criminels. Parallèlement, les mercenaires font soigner librement leurs blessures dans des installations hospitalières du Gouvernement costa-ricien, au vu et au su des autorités costa-riciennes.

La poursuite et l'aggravation de situations comme celle que je viens de décrire sont difficilement compatibles avec les déclarations répétées du Gouvernement costa-ricien sur sa neutralité et la non-utilisation de son territoire aux fins de l'organisation et du lancement d'attaques contre le Nicaragua. Comme le Gouvernement nicaraguayen l'a déjà indiqué dans les notes précédentes, la persistance de ces faits obère sensiblement les efforts qu'il déploie pour préserver un climat de coopération, de dialogue et de respect mutuel entre nos deux pays.

En conséquence, le Gouvernement nicaraguayen adresse ses protestations les plus officielles et les plus énergiques au Gouvernement costa-ricien, exige qu'on procède immédiatement à une enquête, qu'on emprisonne, qu'on désarme et qu'on juge ceux qui sont impliqués dans l'attaque et qu'on mette un terme à de tels actes criminels.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Vice-Ministre des relations extérieures,

(Signé) Nora ASTORGA"

"Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que l'attaque des mercenaires contre la douane de Peñas Blancas, détruite ce matin dans sa quasi-totalité, a repris cet après-midi, à 15 h 15. Les mercenaires utilisent les installations et les bâtiments de la douane costa-ricienne, où ils ont disposé des mortiers et d'autres armes avec lesquelles ils attaquent les positions défendues sur notre territoire par les patriotes nicaraguayens. Les combats se sont généralisés à partir de ce moment dans le secteur frontalier et nous ne sommes pas, pour l'instant, au courant de l'issue de la situation à Peñas Blancas.

Après la reprise de l'attaque contre le poste de douane nicaraguayen, deux aéronefs venus, sans conteste, du territoire costa-ricien ont pénétré dans l'espace aérien national à 17 heures. Ces aéronefs ont bombardé des positions de l'armée populaire sandiniste dans le secteur de "El Naranjo". Une fois l'attaque repoussée par la défense anti-aérienne nationale, les aéronefs sont retournés dans l'espace aérien costa-ricien.

Force est au Gouvernement nicaraguayen de souligner, comme il l'a déjà fait dans la note adressée ce matin et dans les notes antérieures, la gravité extrême des faits qu'il dénonce, étant donné que le Gouvernement costa-ricien, bien qu'au courant de la situation, n'a adopté aucune mesure pour contrôler et réduire les mercenaires qui utilisent son territoire pour lancer leurs attaques criminelles contre le Nicaragua.

La passivité du Gouvernement costa-ricien contribue à la détérioration accélérée de la situation dans la zone frontalière. Ce faisant, le Costa Rica viole une obligation fondamentale du droit international, qui est de ne pas autoriser que le territoire d'un Etat soit utilisé à des fins hostiles à l'encontre d'autres Etats souverains.

En présentant la protestation officielle et énergique du Gouvernement nicaraguayen devant les faits que je viens de décrire, je demande, au nom de mon gouvernement, qu'on adopte les mesures urgentes que la situation nécessite pour empêcher la poursuite de ces actes d'agression contre le territoire national.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Le Vice-Ministre des relations extérieures,

(Signé) Nora ASTORGA"

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte des présentes notes comme documents du Conseil de sécurité.

Le Vice-Ministre des relations extérieures,

Représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité,

(Signé) Victor Hugo TINOCO FONSECA

-----